



APPEL A LA GREVE DU 14 DECEMBRE

On assiste aujourd'hui à une explosion de colère en France : des autoroutes et des ronds-points bloqués, des groupes de salariés, de jeunes, de retraités se coordonnent et se relayent dans ces actions. Ce mouvement exprime une colère légitime contre la hausse du coût de la vie et du prix des carburants, contre la multiplication des taxes injustes qui pèsent sur les plus modestes, contre la politique de Macron qui détruit les services publics de proximité, désertifie les campagnes et fait de la ville un luxe pour la grande majorité d'entre nous.

Une très large majorité de la population soutient le mouvement des gilets jaunes. Beaucoup mettent en avant un gilet jaune sur le tableau de bord de leur voiture, maintenant cela doit aussi se traduire par des actions de grève dans tous les secteurs public et privé.

Pourtant, Le président Macron est intervenu ce lundi 10 décembre à la télévision pour soi-disant apporter des réponses à la colère des Français et des améliorations à leur capacité financière. Ce que ses laudateurs ont présenté comme de grandes largesses, ce ne sont que des mesurette voire carrément des projets déjà prévus dans le budget 2019, comme l'augmentation de la prime d'activité ! Sous ses airs contrits et repentis, le président tente d'éteindre un feu qu'il a lui-même allumé, en répondant encore à côté des revendications, qui portent désormais principalement sur la justice fiscale et sur une plus grande démocratie. Or dans son allocution, **la question d'une juste répartition des richesses est totalement évincée.**

Rien de global pour les salaires, les pensions ou les minimas sociaux, rien pour les revendications lycéennes, rien pour la transition écologique, rien pour le re-développement des services de proximité ou des transports en commun, rien pour la fonction publique... tandis que la réponse répressive et autoritaire est maintenue avec vigueur. Pire, elle va être accentuée !

Dès le lendemain, les affidés du gouvernement, répètent en boucle le « coût » que ces mesures vont avoir sur les finances de l'état. Ces estimations à l'emporte-pièce n'ont qu'un seul objectif, préparer les esprits pour des restrictions budgétaires ! Bruno Le Maire, le ministre de l'économie et des finances, l'affirmait déjà le 3 décembre dernier : « il faut accélérer la baisse des dépenses publiques, parce que nous mesurons à l'aune de cette crise sociale, démocratique, l'impatience de millions de Français ». Le risque pour la fonction publique, déjà exsangue, est réel. Chaque argument, même le plus fallacieux est bon pour supprimer des emplois, abandonner des missions et in fine précariser les agents.

Alors que les revendications du mouvement social actuel sont pour partie celles des organisations syndicales de la DGFIP : égalité devant le service public, maintien de l'implantation territoriale, justice fiscale... Nos luttes se complètent !

Les sections CGT et Solidaires Finances Publiques DiSI Ouest appellent l'ensemble des agents à s'inscrire dans la journée de grève le 14 décembre et à participer massivement aux manifestations à Angers, Nantes, Rennes, Tours, et partout en France !